la cause du peuple

nouvelle édition

N°6 Avril 2011

Le journal du Front Révolutionnaire Anticapitaliste Antifasciste et Populaire



Depuis la restauration du capitalisme dans les ex-pays socialistes, l'ex-URSS et la Chine, le capitalisme a étendu son système à la planète toute entière. Il a ainsi restructuré son appareil de production et d'échanges et engagé des réformes sur tous les plans : économiques, politiques, culturels,…

L'appareil d'Etat a été renforcé et est devenu un Etat policier. Les services publics sont démantelés dans l'objectif de les privatiser, ce qui entraîne, comme dans le domaine privé, des restructurations signifiant chômage, délocalisation, baisse des salaires, etc.

Un processus de fascisation structuré, que nous nommons fascisme moderne, s'est mis en place et est facilité par la politique de gestion capitaliste de la gauche quand elle est au pouvoir et par la politique de conciliation des réformistes, tant dans les partis que dans les syndicats. Tout cela correspond aux besoins de la bourgeoisie.

Un monde en effervescence

l'éditorial

Tous les partis mettent en avant la lutte contre l'insécurité et les violences, ce qui permet à l'Etat de promulguer des lois liberticides comme la LOPPSI II. Tous les partis veulent « contrôler » l'immigration tout en continuant à défendre la politique impérialiste quand ils sont au pouvoir, ruinant les pays dominés et engendrant la misère qui est la cause de l'immigration massive.

Les thèmes de la lutte contre l'immigration, la sécurité, l'islamisme, sont repris par une partie de la gauche et même de l'extrême gauche à travers le débat sur la laïcité (le port du voile, de la burqa, etc.), apportant de l'eau au moulin du FN, alimentant le chauvinisme, lui-même issu de la dégradation des conditions de vie de la population.

C'est dans ce contexte que se renforce, se développe le processus de fascisation de la société, le fascisme moderne, que se renforcent les thèses fascistes du Front National - surtout depuis la présidence de Marine Le Pen qui s'est débarrassée des oripeaux utilisés par son père. Cette dernière est mise sur le devant de la scène par les médias pour faire dévier la lutte frontale nécessaire contre le capitalisme. Elle sert d'épouvantail et fait éclater les contradictions au sein de l'UMP, ce qui démontre que c'est bien une forme de fascisme moderne qui se met en place, inspirée par le FN qui a une certaine prise sur les masses désorientées par des années de politique en alternance de la droite et de la gauche.

Mais la bourgeoisie, si elle commence à lâcher Sarkozy, n'a pour autant pas besoin du FN dont la venue au pouvoir accentuerait les contradictions au sein de la population et pourrait cristalliser les positions des démocrates et progressistes d'un côté et des réactionnaires et fascistes de l'autre. C'est pourquoi elle prépare dans la pénombre une autre solution, celle de l'alternance de gauche avec un candidat ayant fait ses preuves dans l'application de la politique du capital au niveau mondial de surcroît (FMI) : Dominique Strauss-Kahn. Le fascisme moderne ne peut que se renforcer dans les pays impérialistes et se mettre en place au nom de la démocratie dans les pays arabes, en Afrique, pour juguler les révoltes des masses.

Dans les pays exploités et opprimés par l'impérialisme, le feu couvait sous la cendre. Cela a commencé en Tunisie. Ben Ali est tombé, puis ce fut le tour de Moubarak en Egypte. La lutte s'est étendue au Yémen, au Bahreïn, en Jordanie, en Syrie. En Algérie le mouvement a momentanément marqué le pas tandis qu'il démarre au Maroc.

En Lybie, Kadhafi ne lâche pas. L'impérialisme français a reconnu immédiatement le conseil provisoire de Benghazi, l'ONU a décidé dans une première phase une zone d'exclusion aérienne. Kadhafi a dû stopper son offensive mais l'a finalement reprise. Les impérialistes ont changé leur fusil d'épaule et ont fait appel à l'OTAN afin d'y inclure des pays arabes comme les chiens de garde du Golfe, notamment les Emirats et le Qatar. Les autres pays arabes louvoient, non pas parce qu'ils n'approuvent pas l'intervention mais parce qu'une prise de position pro-intervention ouverte ne fera qu'amplifier la révolte des masses.

A Bahreïn, les impérialistes interviennent par chiens de garde interposés (Arabie saoudite et Emirats). Les chiens de garde, bien que contestés, ne lâchent pas prise dans les pays où ils n'ont pas été encore renversés. La répression sévit sans parvenir à briser le mouvement populaire car où il y a oppression, il y a résistance.

Les impérialistes sont prêts à intervenir partout mais leur intervention risque d'avoir l'effet inverse : renforcer la colère et la révolte. Aussi, leur stratégie générale est de substituer aux anciens dictateurs de nouvelles équipes qui assurent la défense de leurs intérêts, au prix de concessions de pure forme vis-à-vis des peuples en lutte afin de désamorcer la lutte populaire.

Mais malgré toutes les manoeuvres des impérialistes, des chiens de garde, les masses poursuivent la lutte.

Les révoltes dans les pays arabes ont soulevé la chape de plomb de la dictature des classes dominantes, les chiens de garde de l'impérialisme. La peur a changé de champ. Les impérialistes sont inquiets de la situation actuelle car avec la crise du système capitaliste, ils savent bien que les révoltes vont s'étendre peu à peu à tous les pays du monde non seulement dans les pays opprimés mais aussi dans les pays impérialistes.

Comme nous le voyons, la révolte gronde. La planète est grosse de révoltes généralisées. Le développement des révoltes est partie intégrante de la révolution prolétarienne mondiale qui est la seule solution à la crise.

La limite des luttes d'aujourd'hui a pour cause le manque de direction révolutionnaire jusqu'au bout, de perspectives pour mettre fin définitivement au pillage impérialiste, à l'exploitation et l'oppression capitaliste, aux mensonges médiatiques, aux guerres, à la pollution de la planète, etc.

Les luttes qui nous sont présentées comme pacifiques ne peuvent l'être car les impérialistes, leurs chiens de garde, la bourgeoisie capitaliste, ne céderont pas la place aux travailleurs de leur plein gré mais utiliseront les moyens les plus barbares, les plus brutaux pour défendre leurs intérêts de classe. Il s'agit de leur opposer une force supérieure sur le plan de la théorie et par une pratique révolutionnaire pour en finir avec ce système une bonne fois pour toute. Cela ne se fera, hélas, pas avec des fleurs et des ronds de jambe, ni par la voie parlementaire, mais par une lutte opiniâtre jusqu'à la victoire des travailleurs dans chaque pays et dans le monde entier.

Alors nous construirons un monde sans guerre, sans exploitation, sans répression.

sommaire

Idéologie/Analyse

★A propos des cantonales *(p.3)*

★Psychologie de la bourgeoisie *(p.3)*

Lutte de classe

★L'hôpital en région parisienne *(p.4)*

★Les expulsés de la Courneuve *(p.6)*

(In)justice de classe

★Appel de l'UGTG *(p.4)*

★Solidarité avec les camarades basques *(p.4)*

★La justice de classe *(p.5)*

★Soutien à AD ! *(p.5)*

★Nouvelles d'Espagne *(p.8)*

Histoire

★1871, Paris capitale insurgée *(p.6)*

Culture

★We want sex equality *(p.8)*

A propos des élections cantonales

1er TOUR

– L'abstention a battu tous les records : 55,67% d'abstentions, 2,84% blancs, soit 58,51% au total. Ce qui signifie qu'il n'y a que 41,49% de suffrages exprimés.
– L'extrême gauche est exsangue avec à peine 0,60% d'exprimés.
– La gauche est à 48,3% : 26% pour le PS/PRG, 8,7% pour le FG, 4,8% pour les divers gauche, 8,8% pour les écologistes.
– Le Modem n'obtient que 1,21%.
– La droite cumule 31,77% : 19,30% pour l'UMP, 3,23% pour le Nouveau Centre et 9,24% pour les divers droite.
– L'extrême droite obtient 15,71% dont 15,56% pour le FN.

2ème TOUR

– L'abstention a été encore plus forte : 55 ,19% + 7,10% = 62,29% au total, soit 37,71% d'exprimés.
– L'extrême gauche n'était pas présente.
– La gauche totalise 50,23%, la droite 35,56%, l'extrême droite 11,64%.

TOTAL DES DEUX TOURS

– Il y a 1 213 conseillers généraux de gauche contre 753 de droite.
– Le PS 871, les divers gauche 194, le PC 116, les Verts 27, le PG 5, le Modem 16, l'UMP 431, le Nouveau Centre 58, les divers droite 264, le FN 2, divers 42.

La leçon principale à tirer de ces cantonales, c'est que la majorité des gens ne croit plus aux fausses promesses de la droite et ne fait pas confiance à la gauche qui a montré son incapacité à régler les problèmes auxquels est confrontée la majorité du peuple : la restructuration et son cortège de délocalisations, le chômage, la cherté de la vie, les problèmes de logement, la pénibilité du travail, etc.

Sarkozy n'a pas tenu ses promesses et le ne pouvait pas. Il était chargé de la restructuration du système amorcée sous la gauche, d'accélérer le rythme des réformes systémiques pour maintenir le taux de profit. Mais le système est devenu incontrôlable, la bourgeoisie ne peut plus satisfaire aux besoins minimum des exploités et même d'une partie de sa classe. Elle est minée par ses contradictions.

Les impérialistes n'ont pas dit leur dernier mot et tentent d'imposer la « démocratie ». Ce qui signifie, en fait, une forme atténuée de fascisme, le fascisme moderne, qui pourra se constituer comme il le fait ici grâce à l'alternance, l'union nationale, le réformisme, sans toucher au système. Ce qui a comme conséquence le mécontentement des masses et la nécessité pour la bourgeoisie de pousser ce processus jusqu'à la formation de gouvernements regroupant droite « durcie » et extrême droite « assouplie » ; l'alternance fait aussi bien l'affaire.

C'est ce que nous avons vu en Autriche, puis en Hongrie et ainsi ensuite dans toute l'Europe. Aux USA, ils ont fait encore mieux : la bourgeoisie a choisi un Noir américain comme Président pour neutraliser une partie de la population trompée par cette habile manœuvre. Mais celui-ci est un digne représentant de l'impérialisme américain. Il pousse ses pions impérialistes en donnant une part plus importante aux autres impérialistes alliés.

Le FN a une présidente plus souple que son père. Elle n'a pourtant rien cédé sur le fond même si elle prend des gants quant à la forme.

Quelque soit le cas de figure, le FN ne peut triompher aux prochaines élections car s'il a progressé, il ne peut pas dépasser seul les 20% voire 25%. Quelle que soit la configuration au second tour, le FN ne passera pas. Mais il y a une possibilité de voir se former un gouvernement de coalition droite/extrême-droite, ou un gouvernement d'union nationale. Nous n'en sommes pas encore là . . .

Dans tous les cas, le processus de fascisation, le fascisme moderne va se poursuivre. Il se peut qu'il s'accélère, vu le développement des contradictions entre l'impérialisme et ses valets d'un côté, et les peuples du monde en lutte pour leur émancipation de l'autre.

Le développement de la Révolution est devenu de plus en plus nécessaire pour en finir une fois pour toute avec le système capitaliste. Pour cela, il faut que la classe ouvrière, le prolétariat et les masses populaires, qui représentent 90% de la population, rejettent massivement les politiques des réactionnaires, de l'extrême droite fasciste et raciste, de la gauche conciliatrice et le confusionnisme petit-bourgeois, et construisent, outre la direction révolutionnaire, le FRAP.

Il n'y a pas d'autre voie que celle de la Révolution Prolétarienne, le reste n'est qu'illusion dangereuse. ★ P.-R.

Psychologie de la bourgeoisie (suite)

Gülay : Et puis, c'est un truc très répandu, les bourgeois dominent la société. Donc leurs attitudes contaminent aussi les autres classes. Un truc fréquent et super violent pour nous les femmes, c'est un mec qui te dit que tu es super, qu'il n'a rien à te reprocher mais qu'il te quitte !!! Alors il enrobe ça de diverses manières : « c'est moi qui suis un con », « je ne te mérite pas »… mais il croit quoi ? que ce qui me fait mal, c'est qu'il me dise qu'il ne m'aime plus ? qu'il ne me trouve plus désirable ? qu'il est en désaccord politique avec moi ? Oui c'est tellement simple à comprendre « je t'aime encore mais ce n'est plus possible ! » sale lâche oui ! C'est n'importe quoi ! Il en parle pas, parce qu'il ne veut pas résoudre nos problèmes. Je sais pas pourquoi, mais il veut juste se débarrasser de moi et il enrobe ça avec ce qui lui passe par la tête ! et si je cherche à en savoir plus parce que ça me fait mal, que j'ai besoin de savoir pour comprendre, pour repartir sur de meilleurs bases avec un autre, il devient ignoble et au minimum coupe tous les ponts entre nous !

Yann : Pour eux, une personne est entourée d'une zone où il est interdit de pénétrer. Alors, ils appellent ça l'intimité, la pudeur, le respect de ta personnalité mais c'est avant tout le refus de te connaître pour ne pas que tu cherches à les connaître, que tu fouilles dans leurs sales affaires… ils se savent pourris mais n'ont pas envie de se livrer parce que ça les arrangent et qu'ils ne veulent pas changer. Pour eux, la personnalité est quelque chose de figé alors que ça change avec le temps avec tes conditions de vie…

Gülay : Franchement ces gens sont inhumains ! Je t'ai déjà raconté la fois où je suis arrivé chez madame H, c'est une vieille personne que je vois deux fois par semaine depuis 4 ans et elle ne me reconnaissait pas ?

Yann : Non, je crois pas… vas-y !

Gülay : Ben j'arrive chez elle et elle ne me reconnait pas alors que je la connais depuis longtemps et que je travaille chez elle régulièrement. Donc, je me rends compte

qu'elle va pas bien et je suis en stress. J'appelle sa fille directement sur son portable pour lui expliquer que ça mère est malade, que je ne sais pas quoi faire, qu'il faut qu'elle vienne… et tu sais ce qu'elle m'a répondu ?

Yann : ouh, là tu me fais peur…

Gülay : ben, elle m'a dit : « qu'est ce que j'y peux moi ? », « je peux pas venir », « j'ai des cours à donner ! ». Tu te rends compte, on croirait qu'elle a plusieurs mères ! moi, on me dit ça, je fonce, j'hésite pas une seconde !

Yann : pfffffff ! la misère ! le pire, c'est que ça se retrouve partout ! les petits bourgeois par exemple, ils ont tout le temps peur de déranger. Ils sont dans le quartier, mais ne passent pas te voir juste parce qu'ils ne « veulent pas déranger ». Et alors ? si tu me déranges, je te le dis ? si je t'apprécie, je suis content de te voir même si on peut parler que deux minutes ! franchement, ils sont malades, il leur faudrait un carton d'invitation pour venir boire un café ! (rires)

Gülay : oui mais tu sais s'ils pensent qu'ils vont te déranger, c'est aussi parce qu'on leur a appris à penser comme ça. Ainsi, ils finissent par espérer ne pas être dérangés eux-mêmes. En fait, ils se comportent comme si on ne pouvait pas leur apporter de joie, de plaisir… comme si on allait tout le temps leur taxer des trucs ou leur pourrir le moral !

Yann : « ne pas déranger », « ne pas déranger », avec des conneries comme ça, à la fin tu vas même plus voir les vieux ou ceux qui sont à l'hôpital juste sous prétexte de pas les déranger, comme si ça leur faisait pas plaisir de te voir !! Franchement, ils me font pitié ces bourgeois ! Ils ne savent pas profiter de la vie. Ils n'en ont jamais assez. Ils ne sont jamais content. Ils friment, ils voudraient nous en mettre plein la vue, mais ils ne sont pas heureux. En plus, ils ne voient pas de solution à leur vie médiocre. C'est pour ça qu'ils se défoncent. Nous, on galère avec les tunes, mais on profite de la vie, et on a l'espoir de changer tout ça : on veut faire la révolution *!* ★

La situation de l'Hôpital en région parisienne

Les blocs opératoires d'urgence doivent être fermés la nuit, le week-end et les jours fériés. Un seul resterait ouvert par département, soit six pour la région parisienne, pour plus de 10 millions d'habitants.

L'Agence Régionale de Santé (ARS) recense les besoins et intervient sur les 3 secteurs (Public, Privé associatif et Lucratif) à qui elle attribue des moyens financiers et humains. En diminuant l'offre de soins et en favorisant l'ouverture de centres privés pour répondre aux besoins ainsi créés, elle asphyxie du même coup l'AH-HP par manque de recettes.

Dans la loi Hôpital Patient Santé Territoire, ce qui compte c'est le taux de profit. Elle instaure la concurrence entre services. Les maladies sont codifiées suivant leur coût. Pour une appendicite, 3 jours d'hospitalisation. Si elle nécessite plus de temps, le patient paie le forfait hospitalier. Le budget du service est amputé des jours « non codifiés ».

Quand il y aura une complication dans une clinique privée, il y aura transfert à l'hôpital qui en supportera les conséquences sur son budget. Quand un service réduira ses jours d'hospitalisation, il recevra des primes d'objectif.

La réduction des services et du personnel à la SNCF, à la RATP, multiplient les pannes et risques d'accidents. A l'hôpital, il en sera de même mais là ils mettront en jeu, non plus du matériel mais la vie des gens.

C'est une politique criminelle, une politique où il n'y a plus de service de santé mais une machine à sous où c'est le public qui paie. Ca aussi, c'est le fascisme moderne : une médecine à deux vitesses où les plus pauvres ne peuvent déjà plus se soigner ou se soignent mal parce que les médicaments sont de moins en moins remboursés, un système où ceux qui peuvent prennent une mutuelle qui coûte de plus en plus cher.

A travers l'ARS, l'Etat capitaliste va ainsi financer les cliniques privées par des subventions qui vont faire des super bénéfices sur le dos des contribuables et ainsi planter encore plus la Sécu-maladie. Rien que dans la région parisienne, en 15 ans, 23 services ont été supprimés et 17 hôpitaux ou services sont menacés.

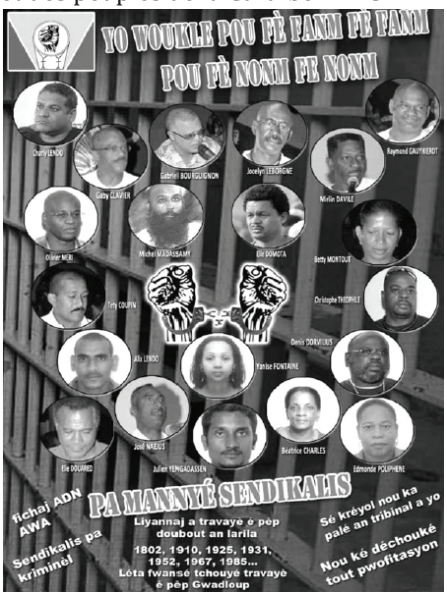
Dans la société socialiste, le secteur de santé est développé : il est socialisé et gratuit pour tous. Plus de souci pour se soigner, être hospitalisé. Plus de paperasses inutiles, de comptabilité superflue. Une gestion saine et un service en fonctions des besoins et non par souci de rentabilité sont assurés. Cela signifie un changement radical de société. ★ P.

Enquête menée près du personnel des hôpitaux.

Appel de l'UGTG

Plus de 30 militants et militantes de l'UGTG sont poursuivis par la justice sous divers prétextes. Ce que nous retenons, c'est surtout l'acharnement qu'ils et elles subissent en raison de leur engagement dans la lutte du LKP de 2009.

Voici ce qu'a déclaré Elie Domota, secréraire général de l'UGTG : « L'UGTG appelle les travailleurs et leurs organisations à engager, sous des formes diverses, une vaste solidarité contre la répression dont sont victimes les syndicalistes et les travailleurs de Guadeloupe, notamment ceux affiliés à l'UGTG. Au nom de la solidarité ouvrière internationale, au nom de la démocratie, au nomdu droit des travailleurs de Guadeloupe et de leurs syndicats luttant pour leurs légitimes revendications, nous faisons appel au soutien et à la solidarité des travailleurs et des peuples de la Caraïbe.» ★ C.



Solidarité avec les camarades basques !

Dernièrement, le Mandat d'Arrêt Européen (MAE) et son utilisation contre la gauche abertzale (patriote) ont été sur le devant de l'actualité en Pays Basque Nord.

En décembre dernier, Aurore Martin, militante de "nationalité française" du parti Batasuna interdit dans l'Etat espagnol, avait vu le MAE à son encontre accepté par la justice bourgeoise française, pour des faits non répréhensibles dans l'Etat français. Elle est alors entrée en clandestinité.

Le 21 février, 8 militant-e-s l'organisation

de jeunesse révolutionnaire Segi qui avaient échappé l'automne dernier à des rafles policières en Hegoalde (Pays Basque Sud) menées sur la base de dénonciations sous la torture, Bergoi Madernaz, Aitziber Plazaola, Beñat Lizeaga, Aiala Zaldibar, Endika Perez, Irati Tobar et Xalbador et Jazint Ramirez, ont décidés de ne plus se cacher et mené une mobilisation en occupant une salle pendant une semaine. Ils ont reçu à cette occasion de nombreux soutiens, notamment d'élus locaux, de tous les partis à l'exception de l'UMP et du FN, sur la base que le MAE ne doit pas être utilisé à l'encontre de militants coupables uniquement d'avoir fait de la "politique", c'est-à-dire mené une activité politique civile. Des élus abertzale et une conseillère régionale des Verts se sont alors engagés à les héberger. Mais en 3 jours, 7 des jeunes se sont fait arrêter en compagnie des élus de manière très violente, et incarcérés en attendant la décision sur le MAE à leur encontre. La dernière militante, Irati Tobar, a reçu le soutien d'un conseiller général du PS et a mené une grève de la faim de deux semaines, mais a été arrêtée le 31 mars.

Depuis de nombreuses années, le Pays Basque dans son ensemble est un véritable laboratoire répressif de la contre-révolution préventive, notamment avec le MAE. Le cas Aurore Martin constitue un précédent très grave qui montre le durcissement de l'Etat bourgeois français, qui n'en a strictement rien à faire que même des élus bourgeois (députés) défendent (hypocritement) sa "liberté d'expression" (alors qu'ils ont voté pour la création du MAE !). De même que pour les militants de Segi. Alors que la direction de la gauche abertzale s'est engagée dans un "processus démocratique", où il n'y aurait de place que pour les "voies politiques et démocratiques", et qu'ETA est en trêve, l'Etat espagnol de son côté n'a jamais cessé dans la surenchère répressive. Preuve de plus que, à mesure qu'ils s'enfoncent dans la crise générale du capitalisme, les Etats impérialistes, loin d'accepter la "main tendue", optent pour la "manière forte" et avancent dans la fascisation. ★ I.

À CONSULTER

Nous avons déjà parlé des Camarades maoïstes marocains incarcérés. Visitez notre blog pour consulter la page que nous leur avons dédié.

L'acharnement de la justice de classe

L'Etat bourgeois et sa justice n'aiment pas quand la classe ouvrière ose relever la tête. Et on nous le fait bien sentir ! C'est donc de nouveau un passage par la case tribunal que devra effectuer Xavier Mathieu, figure emblèmatique de la lutte des Contis de Clairoix.

Xavier Mathieu est en effet poursuivi pour avoir refusé de donner son ADN. Ce genre de procès a déjà concerné plusieurs militants syndicalistes de l'Union Générale des Travailleurs de Guadeloupe (UGTG - voir ci-contre) et Philippe Galano, militant CGT, qui a finalement été condamné à 150€ d'amende avec sursis, ainsi que de nombreux militants anarchistes, communistes, révolutionnaires, ayant déjà signifié le même type de refus. Au 1er janvier 2010, il y a 1,2 millions d'enregistrés au Fnaeg (Fichier national automatisé des empreintes génétiques).

Xavier Mathieu passera donc en jugement le 3 mai 2011 à Compiègne. Dixit le Courrier Picard, « condamné par le même tribunal de Compiègne puis par la cour d'appel d'Amiens, en février 2010, suite au saccage de la sous-préfecture en avril 2009, le leader syndical aurait dû se plier à se prélèvement en avril 2010. Il avait alors clairement et publiquement indiqué son refus d'obéir. Cette obligation, faite d'abord aux délinquants sexuels, est inscrite dans la loi depuis 2001 pour les auteurs de délits courants.»

L'appel est lancé à soutenir notre camarade le **3 mai à Compiègne, rassemblement à 8 H 30 devant le Tribunal de Compiègne.**

La Cause du Peuple y sera présente ! ★ C.

Halte à l'acharnement du parquet contre Georges Cipriani et Jean-Marc Rouillan !

Le 16 février dernier, le tribunal d'application des peines de Paris accordait à Jean-Marc Rouillan un aménagement de peine, première étape d'une libération conditionnelle, qui devait prendre effet le 7 mars. Le parquet fit immédiatement appel, suspendant ainsi cette décision.

L'audience d'appel s'est déroulée le 31 mars. Le parquet général de Paris s'est une fois de plus opposé à la libération de Jean-Marc, n'hésitant pas à invoquer un «risque de récidive de parole», un crime inédit qui semble donc devoir être puni d'une peine perpétuelle.

La cour d'appel a choisi d'ajouter encore un mois à l'incarcération de Jean-Marc, puisqu'elle ne rendra sa décision que le 28 avril. L'acharnement du pouvoir contre Jean-Marc Rouillan paraît bien devoir se poursuivre jusqu'au bout.

Dans le même temps, le 24 mars, Georges Cipriani obtenait une mesure de libération conditionnelle, contre laquelle le parquet faisait également appel. L'année de semi-liberté de Georges se terminera le 14 avril, sans possibilité de prolongation. Pendant un an, il a respecté les strictes conditions qui lui étaient imposées. Que va-t-il se passer pour lui après le 14 avril, puisque la décision de la cour d'appel n'aura pas été prononcée : Georges retournera-t-il en prison à plein temps, de nouveau isolé de ses proches ? Jusqu'où l'État ira-t-il pour déstabiliser son projet de vie après la prison (travail, logement) ?

Nos deux camarades sont forts de la résistance qu'ils ont su opposer depuis plus de 24 ans à l'entreprise d'anéantissement carcéral. Mais, plus que jamais, ils ont besoin de compter sur notre solidarité, alors que nous venons récemment d'assister à l'orchestration d'une campagne médiatique autour de soi-disant lettres reçues par la police et censées illustrer la menace d'une «réactivation d'Action directe».

Restons donc vigilants, dans l'attente impatiente des prochaines échéance judiciaires.

Et comme chaque mois, jusqu'à la libération de Georges Cipriani et de Jean-Marc Rouillan,

RASSEMBLEMENT
jeudi 5 mai, de 18 h à 19 h

en face de la direction de l'Administration pénitentiaire, carrefour rue de la Verrerie - rue du Renard (Paris 4e - Métro L1/L11 : Hôtel-de-Ville) ★ S.

1871, PARIS CAPITALE INSURGEE

La Mairie de Paris propose une exposition sur la Commune de Paris. Pour nous, militants révolutionnaires, la Commune de Paris est le premier jalon de l'histoire révolutionnaire : première révolution que suivront la révolution bolchevique, la révolution chinoise et la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

Première partie :

PARIS COMBATTANT ET HUMILIE : SEPTEMBRE 1870-FEVRIER 1871

L'expo nous montre en images **la situation explosive à la veille du soulèvement : capitulation de Sedan.** La République est proclamée à l'Hôtel de Ville de Paris assiégé par les Prussiens. L'armistice est proclamé le 28 janvier 1871. L'Assemblée nationale (très conservatrice) essaie de négocier la paix c'est à dire la reddition. Paris, qui s'est vaillamment défendu, est ulcéré d'autant plus que l'Assemblée a fui jusqu'à Versailles. Paris est organisé et armé : il a son Comité central de la Garde Nationale. C'est Thiers qui mettra le feu aux poudres le 18 mars en donnant l'ordre de se saisir des canons sur la butte Montmartre.



Deuxième partie :

PARIS LIBRE : LA CAPITALE SE SOULEVE ET ELIT SA COMMUNE

La population s'oppose à ce qu'elle considère comme un vol et une trahison. Et une partie de l'armée fraternise avec elle. Deux généraux sont exécutés. Le gouvernement se replie à Versailles. Le soir même, le Comité central de la Garde Nationale s'établit à l'Hôtel de Ville. Le 28 mars les membres (élus le 26) s'installent dans l'Hôtel de Ville devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes. **EN DEUX MOIS DE NOMBREUX DECRETS SONT PUBLIES** : certains à effets immédiats : liquidation des termes dus par les locataires ; abolition du travail de nuit ; interdiction des retenues sur les salaires. D'autres prennent date pour l'avenir : abolition de la conscription remplacée par la garde nationale ; séparation de l'Eglise et de l'Etat ; instruction laïque, gratuite et obligatoire ; organisation du travail. Et aussi des mesures emblématiques comme la destruction de la colonne Vendôme !

Troisième partie :

DIRIGEANTS ET PARTISANS DE LA COMMUNE DE PARIS

L'assemblée communale offre un profil très populaire, exceptionnel dans l'histoire électorale : 83 membres, 33 ouvriers, 5 petits patrons, 14 employés et commis, 12 journalistes, des artistes et des membres des professions libérales. Autre fait remarquable : l'assemblée est jeune et elle comprend des étrangers. Elle comprend des « révolutionnaires indépendants » : Flourens, Grousset, Delescluze, Vallès et aussi des membres de l'Internationale (Varlin, Lefrançais). Elle comprend des femmes (voir les gravures des clubs de discussion des femmes de différents quartiers).

Quatrième partie :

PARIS SE BARRICADE : LA CAPITALE CONSTRUIT SES DEFENSES

Dans la grande tradition des révolutions et émeutes parisiennes, des barricades plus ou moins improvisées sont élevées dans la ville dès le 18 mars. Plus significatif : le 8 avril, la Commune crée une Commission chargée de la construction des barricades. Des ouvriers rémunérés travaillent sous la direction de jeunes ingénieurs des Mines, de Polytechnique et des Ponts et Chaussées. L'exposition montre les Fédérés photographiés avec femmes et enfants devant leurs barricades.

Le 22 mai, au lendemain de l'entrée des troupes versaillaises dans Paris, Delescluze lance **un appel à la guerre révolutionnaire.** Les Communards élèvent spontanément près de 900 barricades et se battent pour défendre leur quartier ou leur rue. Une gravure montre les femmes, drapeau rouge brandi, sur la barricade de la place Blanche.

Cinquième partie :

LA SEMAINE SANGLANTE : PARIS A FEU ET A SANG

La « Semaine Sanglante » 21-28 mai porte bien son nom. Elle voit le massacre de 20 000 Parisiens et la plus importante destruction que la ville ait connue. Le 21 mai, les troupes versaillaises, fortes de plus de 60 000 hommes et commandées par le général Mac-Mahon, entrent dans Paris au bastion du Point du Jour à Auteuil. Le soir même, l'armée contrôle la moitié ouest de la ville. Le 23, elle s'empare de Montmartre. L'armée se livre à des exécutions de masse. Les Communards incendient les Tuileries, le Palais d'Orsay, la Légion d'Honneur, le Palais Royal et même l'Hôtel de Ville. Et partout on tente de résister à l'inexorable avancée des troupes versaillaises. Le 27, on se bat à l'arme blanche dans le cimetière du Père-Lachaise où sont fusillés les derniers rescapés. Le 29, Thiers peut télégraphier aux préfets à propos des insurgés : **« Le sol est jonché de leurs cadavres. Le spectacle affreux servira de leçon. »**

Sixième partie :

ARRESTATIONS, CONDAMNATIONS, DEPORTATIONS : PARIS REPRIME

Par décision de Thiers et Mac-Mahon, les prisonniers-hommes, femmes et enfants- sont acheminés à pied à Versailles en colonnes encadrées par *(suite p.8)* *(suite de la p.6)* l'armée. Les prisons ne suffisent pas, on évacue un grand

Les expulsé(e)s de la Cité des 4000 - La Courneuve

La Barre Balzac doit être démolie pour construire un terrain de sport. Le 8 juillet 2010 à 5h du matin, c'est l'expulsion. Les occupants décident de camper sur place, car ils sont sans-logis.

Le 21 juillet, à 9 heures du matin, plus de 500 CRS, gendarmes mobiles expulsent sans ménagement les 200 personnes du campement. Ils frappent les gens, trainent des femmes par terre, en reversent une sur le dos alors qu'elle y portait son bébé. Ils détruisent les tentes, saisissent vivres, lait, etc. Les familles sont réparties dans différents endroits, principalement des chambres d'hôtels sous la menace « vous partez en hôtel ou vous êtes expulsés ». Une dizaine ont été livrés à eux-mêmes, à sa femme qui recevra une sommation de quitter le territoire. Une situation ubuesque, illégale et inhumaine.

Les hommes et femmes à la rue vont voir le maire de la Courneuve (PCF) pour qu'il leur accorde une domiciliation. Les associations indiquées par la Mairie sont pour la plupart situées hors de Seine Saint Denis, ce qui multiplie le nombre d'interlocuteurs pour le relogement et rend plus difficile la régularisation des sans papiers. Ils se retrouvent sans logement et sans possibilité de recevoir du courrier et risquent de se voir expulser du territoire. Le préfet ne vient plus aux négociations, ne tient pas ses promesses « acceptées » en haut lieu.



les autres ont été dispersés à Epinay, Bagnolet, Sarcelles gratuitement. M. Christian Lambert, préfet et M. Morel (égalité des chances) ont promis de reloger tout le monde. On est resté, ils avaient promis de régulariser les sans papiers.

Le 9 décembre 2010, surprise, le préfet lors de la négociation reste 30 minutes. Il n'y a qu'une « promesse » de régularisation de 12 personnes sur 136, d'en reloger une dizaine. 50 personnes seront finalement relogées progressivement. La préfecture se retranche derrière le gouvernement mais n'applique pas le droit de rapprochement familial. Par exemple, elle accepte de reloger le mari qui a une carte de séjour et travaille, mais refuse les mêmes droits L'OPAC, administrée par la mairie de la Courneuve, leur réclame des indemnités. Quand ils sont allés protester à la mairie, celle-ci a refusé de les entendre et a appelé la police.

Le 31 mars, la trêve hivernale est terminée, les logés en hôtel reçoivent un avis d'expulsion, les expulsés de la barre Balzac sont livrés à eux-mêmes.

Parmi celles et ceux qui sont désormais sans-toit et/ou sans-papiers, il y a une majorité d'Ivoiriens, mais aussi des Burkinabés, des Nigérians, des Maliens.

Le préfet n'a aucun critère comme base sur la discussion : ceux qui ont été contrôlés par huissier devraient être relogés, mais celui qui ne logeait à Balzac que 5 jours sur 7 n'est pas sur la liste de l'huissier, il n'est pas relogé. Autrement dit, interdit de passer le week-end en famille. Autre aberration : certains qui sont ici depuis 10 voire 20 ans ne sont pas sur la liste des futurs régularisables alors que d'autres, qui ne sont là que depuis 3 ans, le sont. Si l'on n'habite plus dans le 93, alors que l'on a été expulsé et relogé « momentanément » par force dans un autre département, on n'est pas retenu comme régularisable. Une famille qui a des papiers n'est pas relogée. Une femme qui a dû, pour sauver sa vie, se jeter d'une fenêtre lors d'un incendie d'immeuble, a été gravement blessée. Comme elle n'a pas de papier à l'adresse relevée par l'huissier, elle n'est pas prévu pour un relogement. Le système n'a pas une once d'humanité. La préfecture donne un rendez-vous dans un mois, en réalité c'est 4 mois après qu'ils sont convoqués. Pourquoi ? Il parait qu'il faut 4 à 6 mois pour examiner les dossiers mais au vu des dysfonctionnements, les subalternes du préfet ne les ont pas regardés.Le GIP habitat devait reloger 20 personnes mais la liste passe de 20 à 16, puis 12, puis 11, puis 10.

Et pourtant, si tu n'as pas volé, ni tué, ni fait du trafic, si tu as un travail ou une promesse d'embauche, tu as le droit d'être régularisé ! Si on a une promesse et malgré les « négociations en cours », il faut aller faire a queue dès 5 heures du matin dans le froid car rien n'est prévu pour les demandeurs. De qui se moque-t-on ?! Nous sommes ici chez nous ! Nos parents et grands-parents ont payé assez cher pour cela durant les deux dernières guerres ! Ils ont payé avec leur sueur et leur sang notre droit à travailler et vivre ici, d'autant plus qu'ils prennent nos richesses et que leurs amis là-bas s'engraissent sur notre dos ! C'est pourquoi nous sommes là pour travailler et faire vivre, survivre, notre famille.

POUR ALLER PLUS LOIN...

Rejoignez le Comité de lutte et de soutien la Cause du Peuple 93 !

Contact:lacausedupeuple@gmail.com

nombre vers les ports et les îles de l'ouest. Sur les 80 membres de la Commune en fonction au moment de l'entrée des Versaillais dans Paris, 47 sont condamnés à mort par contumace. Les 26 conseils de guerre jugent 36 309 prévenus et condamnent 10 237 d'entre eux : 93 à la peine de mort, 251 aux travaux forcés, 4 586 à la déportation et 4 606 à des peines d'emprisonnement. 55 enfants sont envoyés en maison de correction. L'amnistie est votée en 1880.

Septième partie :

PARIS EN RUINES : EFFACER LES TRACES DU DRAME

Les photographies des ruines des monuments détruits pendant les combats de la Semaine sanglante constituent le plus important ensemble iconographique de la Commune de Paris. Et le plus diffusé ! Si la plupart des incendies ont été revendiqués par les Communards (comme moyens de défense contre la progression des troupes versaillaises), il est évident que l'exploitation immédiate de l'image des ruines permet d'occulter le message politique et social de la Commune et de ne retenir que sa « folie de destructrice ».

Allons à l'Hôtel de Ville de Paris voir cette expo de gravures de la Commune. Elle nous montre en images fortes cette première tentative de donner « l'assaut au ciel ».

Marx lui a consacré **« La guerre civile en France (1871) »** et aussi **« Lettres de K. Marx à Kugelmann »**. Il explique que « *cette tentative a pour but de détruire la machine bureaucratique et militaire et non pas simplement de la faire passer dans d'autres mains.* »

Il exprime toute son admiration pour « *les héroïques ouvriers parisiens* » et précise aussi que « *l'histoire ne connaît pas encore d'exemple aussi grand* ». Il développe pour nous les leçons que les révolutionnaires à venir doivent tirer de cette glorieuse initiative du peuple de Paris.

Lénine aussi a consacré à la Commune toute une étude : **« La Commune de Paris ».**

Relisons ces textes qui nous invitent à une réflexion . . . révolutionnaire ! ★ M.

We want sex equality

Derrière ce titre de film aux apparences un peu racoleuses, « We want sex equality », se cache une lutte ouvrière victorieuse et exemplaire d'une certaine façon. En 1968, les 187 ouvrières de l'atelier de couture de l'usine Ford, en Angleterre, conduisent une grève déterminante pour l'égalité des salaires entre hommes et femmes. Au cours de la lutte, apparaissent au grand jour les coups tordus du syndicalisme collabo en cheville avec le gouvernement travailliste, les tentatives de division entre ouvriers et ouvrières afin d'affaiblir ce mouvement, la tentation pour les ouvriers de ne pas être solidaires quand ils sont réduits au chômage technique à cause de la fermeture de l'atelier couture (déjà les flux tendus !) et que le patron menace de délocalisation (rien de très étonnant en 2011 !). Et enfin la difficulté quotidienne d'être solidaires quand il leur faut assurer à leur tour les travaux ménagers et les soins aux enfants puisque les ouvrières ont décidé d'étendre la lutte aux autres usines. La ministre du travail de l'époque, Barbara Castle, fait passer la loi sur l'égalité formelle des salaires.

Rappelons néanmoins qu'aujourd'hui encore, en Grande Bretagne comme en France, le salaire d'une femme est en moyenne inférieur de 20% à celui des hommes. La lutte est loin d'être terminée.

Mais pour une fois que le cinéma actuel montre des femmes, des ouvrières qui mènent une lutte acharnée, difficile, avec à leur tête une femme qui fait preuve d'autant de détermination que de finesse dans la lutte, ne boudons pas notre plaisir. ★ M.

Nouvelles d'Espagne

Le Secours Rouge International nous communique le résultat d'une lutte victorieuse en Espagne. Arenas, Secrétaire du Pce[r] (Parti Communiste Espagnol reconstitué) a mis fin à sa grève de la faim après avoir obtenu la fin de son isolement et son transfert dans une autre aile de la prison avec les prisonniers politiques basques. Arenas est gravement malade, il a 67 ans et cela fait 18 ans qu'il est emprisonné. Ils sont actuellement 36 prisonniers (ères) espagnols membres du PCE[r], du GRAPO (Groupe de Résistance antifasciste) et du Secours Rouge. Saluons cette victoire et continuons la lutte pour leur libération. Et celle d'un autre prisonnier politique contre qui la justice française s'acharne depuis bientôt 30 ans : George Ibrahim Abdallah, Libanais qui est emprisonné à Lannemezan pour son combat au Liban et pour une Palestine libre. ★ SR

A VOIR SUR LE BLOG

★ **Lettre de soutien à Nat'**

abonnement/contact

La **Cause du Peuple** vit **par et pour les luttes**. Ce journal est le fruit du travail d'une **équipe de militants et de militantes**.

Votre **participation** au journal est **importante** :

★Devenez **correspondant** (envoi d'informations sur les luttes de votre région ou autre) et/ou **diffuseur du journal** dans votre ville, département, région

★**Ecrivez nous** pour réagir aux articles ou **envoyez** directement vos articles à la rédaction

★**Collez** des affiches et autocollants de la CdP autour de chez vous (à demander par mail ou par courrier)

Vous pouvez aussi nous soutenir :

★**Abonnez-vous**
(20€ = 1 an - 12 numéros - ou plus pour soutenir).

SR, 21 ter rue Voltaire, 75011 PARIS
lacausedupeuple@gmail.com
http://lacausedupeuple.blogspot.com

Imp. Spé.